

**NAUDIER D. et SIMONET M. (dir.), 2011, *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte**

**MARIANNE MORANGE**

Géographe  
Université Paris Diderot  
laboratoire SEDET, EA 4534

Rendre compte d'un ouvrage collectif, quelle que soit la cohérence de son intention et de sa conception, est une tâche malaisée. C'est peut-être plus vrai encore quand il rassemble, comme c'est le cas ici, une douzaine d'interventions faites dans un séminaire<sup>1</sup> par des chercheurs aux postures, parcours, objets, champs et méthodes aussi variés que le sont, au final, leurs contributions à cet ouvrage. Ce dernier comporte :

- Un essai de sociohistoire sur l'évolution des lectures du militantisme communiste depuis 1945, par B. Pudal.
- Trois chapitres sur les rapports entre recherche et militantisme par des chercheurs engagés auprès de mouvements sociaux en France (X. Dunezat), d'organisations de lutte pour l'indépendance kanak (A. Bensa), et par une féministe, militante syndicale et chercheuse au CNRS (A-M Devreux).
- Deux textes sur les marges de manœuvre de chercheurs engagés *dans* une recherche appliquée (J. Baubérot, membre de la Commission Stasi sur la laïcité) ou *par* une commande privée (C. Guillaume et S. Pochic sur l'égalité professionnelle dans une grande entreprise privée).
- Un manifeste en faveur de l'engagement politique par le choix d'un objet d'étude politiquement transgressif – la grande bourgeoisie (M. et M. Pinçon-Charlot).
- Un essai d'auto-socio-analyse où S. Beaud explique le choix de son objet de recherche (classes populaires, milieu ouvrier) par ses « dispositions sociales ».
- Un groupe de textes sur l'engagement quasiment charnel du sociologue (qui se fait boxeur pour L. Wacquant, danseur pour P-E Sorignet, où « entre dans le cercle » des pratiques intimes des usagers de drogues illicites pour P. Bouhnik) et l'importance de l'expérience et de l'histoire personnelles du chercheur dans son appréhension de l'altérité (D. Bizeul).

---

<sup>1</sup> Séminaire « pratiques de la recherche et engagements du sociologue », animé entre 2004 et 2009 par les deux éditrices du volume, à l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines (IRESCO), dans le cadre de l'enseignement « Pratiques de la sociologie ».

Bien que l'exercice de compte-rendu ne permette pas de rendre justice à la richesse de ces expériences individuelles, souvent relatées dans un style narratif très plaisant, je m'y suis essayée car la démarche de D. Naudier et M. Simonet est emblématique de l'effort d'articulation entre engagement politique et démarche scientifique qui participe du renouveau des pensées critiques. En outre, cette démarche réflexive sur les pratiques de recherche, assez classique en sociologie, doit interpeller les géographes, traditionnellement moins familiers de ces questions.

### **Engagement et démarche scientifique**

Le but de cet ouvrage est de « penser l'engagement », de « ne pas le laisser dans l'ombre du savant ». L'enjeu est double. Il s'agit :

- d'éviter l'écueil de l'impensée de l'engagement (qui consiste à faire comme s'il n'existait pas ou n'affectait pas la démarche de recherche) et de battre en brèche l'illusion de la neutralité axiologique en examinant « comment les sociologues font leur travail alors même qu'ils sont engagés » (p. 5). L'introduction pose bien ce problème en postulant la neutralité axiologique comme une norme en apparence apolitique qui s'est imposée à partir des années 1960 et a été utilisée comme une arme notamment contre l'approche marxiste des faits sociaux (reprenant les travaux d'I. Kalinowski, voir p. 17).

- de souligner la valeur heuristique de l'engagement, comme méthode d'analyse contrôlée et assumée. Au-delà de l'engagement militant, le terme prend alors d'autres sens : par exemple l'implication affective ou corporelle du chercheur dans le milieu qu'il étudie, son enchaînement (*embeddedness*) dans un contexte politique et social, ou encore sa redevabilité contractuelle envers un commanditaire privé. Tous les textes reposent ainsi sur l'impératif méthodologique de réflexivité, que leurs auteurs se revendiquent ou non d'une démarche militante.

Il ne s'agit donc pas ici d'un appel nostalgique à la résurrection de formes d'engagement (dé ?) passées, mais de revendiquer, par un jeu polysémique sur la notion d'engagement, le droit à la diversité des 'pensées critiques' et de poser la pluralité comme constitutive d'un engagement bien pensé en matière de recherche, qui inclut le militantisme sans s'y limiter. La structure de l'ouvrage reflète ce parti pris en déclinant au fil de ses trois parties trois figures de l'engagement : l'engagement militant (quand la recherche accompagne un idéal de transformation sociale et politique, dans la tradition de la radicalité), l'engagement dans le terrain et par l'objet ainsi que le poids des contraintes institutionnelles dans lesquelles se fait la recherche, et enfin, l'engagement personnel et charnel du chercheur dans le fait social qu'il étudie, en étant à la fois dedans et dehors. Les deux dernières parties, plus méthodologiques, se démarquent de la question de la démarche radicale et de la pensée critique, au cœur de la première.

Cette organisation très ingénieuse n'enlève rien à la possibilité, pour le lecteur, d'établir des liens entre ces trois dimensions de l'engagement. Dans les deux premières parties, la plupart des articles navigue entre défis de l'engagement militant et enjeux méthodologiques, en mettant inégalement l'accent sur le premier ou le second aspect. A l'interface entre

engagement et recherche, chacun trouve, cultive et questionne un positionnement propre, qu'il s'agisse de :

Contribuer à la transformation sociale en faisant progresser notre compréhension du monde social

- Dans la lignée du féminisme matérialiste, A-M Devreux revendique la construction d'un « savoir militant » par un travail de longue haleine sur la condition des femmes-chercheuses au CNRS, propre à favoriser l'avènement des « conditions de l'acceptation d'un fait social comme fait significatif ».
- M. et M. Pinçon- Charlot se revendiquent d'une sociologie engagée par le choix d'un objet transgressif pour « ne pas laisser les riches et les puissants à l'abri de l'investigation sociologique », condition selon eux d'une analyse de la genèse des inégalités et « constituer un corpus où le militant pourra trouver de l'aide (...) pour alimenter son combat ».

Dévoiler les présupposés politiques des analyses sociales en les contextualisant historiquement

- B. Pudal démontre ce que notre connaissance du militantisme communiste français doit aux évolutions politiques de la deuxième moitié du XXe siècle qui n'ont pas épargné la sociologie et il montre comment l'apparente objectivité du discours scientifique en la matière participe en réalité d'un construit historique et d'un rapport contextuel à ce militantisme (des « configurations historiques ») dont la lecture a évolué avec sa disqualification politique progressive.

Assumer la fertilisation croisée entre recherche et militantisme

- A. Bensa évoque l'impératif éthique (il est question de « sympathie » et de « fidélité » envers des « hôtes ») de prise de position en faveur de la cause kanak dans le contexte politique très violent des années 1980, mais aussi la manière dont son engagement politique l'a conduit à élargir sa perspective scientifique et ses questions de recherche, au-delà de ses questionnements premiers, classiques en ethnologie.

Penser et intégrer les limites et les difficultés de l'engagement

- X. Dunezat revient sur certains inconforts liés à sa position de chercheur militant dans des collectifs de « sans » (travail, papiers) dont il étudie le fonctionnement et les conflits internes ; il met l'accent sur la fluidité de ses positionnements et sur la difficulté de la restitution aux enquêtés, également camarades de lutte et eux-mêmes engagés dans leur propre travail d'auto-analyse ; partant, il questionne plus largement les difficultés de la *praxis* ;
- J. Baubérot évoque sa tentative infructueuse de résistance contre la dérive, au sein de la commission Stasi, vers une lecture réductrice de la question de la laïcité, progressivement ramenée par la construction d'une « conformité de groupe » et d'un consensus interindividuel plus qu'idéologique à la seule interdiction du « voile » et des signes religieux à l'école ;
- C. Guillaume et S. Pochic décrivent le jeu d'équilibrisme auquel elles se sont livrées, entre collaboration et intégrité scientifique et déontologique, en travaillant sur l'égalité professionnelle de genre dans une grande entreprise industrielle française et sur les « compromis relationnels réciproques » qu'elles ont dû négocier pour accéder à ce terrain de recherche et devenir, lors de leur restitution au commanditaire, les porte-parole des catégories défavorisées qu'elles étudiaient.

La troisième partie nous éloigne de l'engagement politique, quoique partiellement seulement, quand la boxe par exemple devient une pratique sportive mais reflète aussi le choix de déconstruire des catégories politiques, pour L. Wacquant.

### **Engagements au pluriel, engagements pluriels**

Finalement, par cette ébauche d'inventaire des formes de l'engagement (qui ne prétend pas à l'exhaustivité), Delphine Naudier et Maud Simonet revendiquent la pluralité des pratiques et des postures comme principe structurant de l'engagement, pesé à l'aune de l'expérience individuelle du chercheur. Leur ouvrage se place d'emblée, dans son titre et dans son introduction, sous le signe de trois pluriels : des « engagements », « *des sociologues* », et des « pratiques de recherche ». Le pluriel est convoqué pour souligner la vitalité, la richesse, et l'absence d'unité de l'engagement. Les causes défendues sont aussi variées (féministe, postcoloniale, anti-capitaliste – soit, relevant toutes cependant d'un certain progressisme de gauche) que, plus important, la manière qu'a chacun de ces chercheurs de s'engager. D'ailleurs si une introduction générale présente très clairement l'intention de l'ouvrage, les coordinatrices ne nous proposent pas de conclusion. Ce parti pris permet de laisser les derniers mots aux auteurs dont elles nous disent qu'ils s'expriment ici à titre individuel. A chacun, en somme, d'identifier et de choisir ses lieux et modes d'engagements et de les articuler comme il/elle le peut (ou non) à son métier. Ce choix nous laisse libre d'imaginer nos propres cheminements et repose sur un refus de tout dogmatisme méthodologique, théorique ou idéologique, et du risque d'enlisement dans les ornières de telle ou telle école, trop bien balisée. Le but de cet ouvrage est de fait davantage méthodologique que programmatique ou politique. Il s'intéresse d'ailleurs « davantage aux pratiques de la recherche qu'à ses résultats » (p. 7).

Parce qu'il privilégie l'échelle individuelle et la sphère des pratiques personnelles, cet ouvrage ne propose donc pas d'éléments de refondation théorique d'une pensée unifiée de l'engagement en sciences sociales. Il postule que la diversité des pratiques individuelles fait leur force, et ne vise pas à contribuer à fonder une pensée critique cohérente, encore moins à codifier les règles de l'engagement du chercheur en sciences sociales. Si l'on ne peut qu'apprécier la grande tolérance théorique et méthodologique qui fonde ce point de vue, la capacité de transformation sociale de ces pensées non unifiées en demeure cependant indirecte. La diversité est en somme postulée comme bonne sans que cette prémisse ne soit jamais clairement explicitée, ni explorée en fond. En outre, l'ouvrage élude la question d'un sens collectif possible à ces engagements intellectuels individuels. La plupart des chercheurs qui s'expriment ici ne se situent pas par rapport à leur appartenance à un collectif de recherche militant (à quelques exceptions près), même quand ils participent par ailleurs, hors du monde académique, à des mouvements sociaux ou politiques. L'exercice relève donc du plaidoyer en faveur d'un militantisme académique individuel, voire d'une forme d'individualisme militant en matière de recherche. Ou tout du moins expose-t-il des trajectoires de ce type. De ce point de vue, si les temporalités dans lesquelles s'inscrivent ces recherches sont très variables (retour sur une expérience ponctuelle d'enquête ou sur une carrière : la manière dont se sont constamment réarticulées, au fil des années passées au CNRS une activité syndicale et une pensée théorique ; le cheminement vers l'activisme politique en faveur de la cause kanak au fil de plusieurs années d'observation participante ;

les échanges au quotidien du militantisme ordinaire ...), tous les auteurs adoptent une démarche rétrospective. Elle permet une forme de neutralisation et d'objectivisation des interactions entre recherche et expérience d'engagement. Mais la manière dont ces expériences peuvent informer l'action future reste floue ; l'engagement est conjugué au passé.

### **Sur les géographes et la géographie**

Pluralité des engagements et unité de l'ancrage disciplinaire : il s'agit ici de sociologues engagés (ou d'une sociologie engagée quand elle est le fait d'un anthropologue et d'un politiste), pour qui le détour méthodologique et réflexif constitue un passage obligé et bien connu. En géographie en revanche, même sociale ou politique, cette étape fait rarement l'objet d'une restitution détaillée ou d'un exercice spécifique (parfois du fait de contraintes éditoriales). Souvent, les résultats de recherche prennent le pas sur les enjeux de méthodes, de postures et de pratiques. Les géographes questionnent certes de plus en plus leur rapport au « terrain », compris de manière dynamique comme un construit et le fruit d'une expérience personnelle subjective. Mais si de telles réflexions sont menées individuellement, il n'existe pas encore, à notre connaissance, d'ouvrage méthodologique équivalent à celui-ci. L'apparente neutralité d'une discipline qui s'est donné pour tâche l'étude de la dimension spatiale des phénomènes sociaux, voire la « découverte » des lois de l'espace, et qui, pour ce faire, mobilise des notions spatiales apparemment 'objectives' (centralité, territoire, mobilités, réseaux...), a favorisé un tournant apolitique depuis le déclin de la géographie marxiste. Les outils techniques de plus en plus mobilisés avec le succès de la géomatique, semblent parfois suffisants pour garantir la neutralité de la démarche et ce travail réflexif s'en trouve parfois éludé. Reste qu'il existe des géograph(i)es engagé(e)s auxquelles il revient sans doute d'approfondir cette auto-analyse systématique et de questionner plus avant leurs méthodes.